

## A la population genevoise

**Le personnel des services publics et subventionnés vous remercie pour votre soutien et vous informe sur sa mobilisation.**

*Le Cartel intersyndical du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné, qui regroupe des syndicats et des associations professionnelles, informe la population sur la suite de son mouvement pour la défense des services publics et subventionnés cantonaux. Le personnel remercie tout d'abord la population des nombreuses marques de soutien exprimées lors de nos grèves du 4 et du 14 mai.*

Notre volonté de défendre les prestations et les conditions de travail est comprise par une large partie de la population. Nous souhaitons également, par ce tract, informer plus en détail l'ensemble des habitants-es de ce canton sur les raisons de notre mobilisation. Car l'avalanche de projets du Conseil d'Etat et de la majorité du Grand Conseil et la rapidité à laquelle ils sont traités rendent difficile la compréhension de la situation.

D'autre part, la défense des services publics ne relève pas seulement des salariés-es concernés mais de l'ensemble de la population qui bénéficie des prestations.

### **Contre les coupes dans les prestations et la remise en cause de l'Etat social**

Le Conseil d'Etat genevois a fait connaître son projet de budget de l'Etat 2004 et un plan financier quadriennal d'économies jusqu'en 2007. Résultat de la baisse des impôts pour les riches, les rentrées fiscales diminuent. Les mesures d'économies prévues par le Conseil d'Etat sont typiquement néo-libérales: diminution des investissements et réduction de l'emploi alors que Genève connaît déjà un fort taux de chômage, diminution des dépenses, coupes dans les prestations, diminution des subventions, blocage des engagements alors que la population augmente et les besoins sociaux également.

### **Les conséquences pour la population sont catastrophiques**

**Si les économies prônées par le Conseil d'Etat devaient être appliquées, c'est toute la population genevoise qui subira des conséquences catastrophiques. Genève s'est dotée au fil des ans de politiques éducatives, sociales et sanitaires progressistes.**

Elles ont déjà été touchées par des économies successives durant les années 90. Le plan du Conseil d'Etat prévoit entre autre un blocage des engagements dans les services publics. **Le nombre de postes de travail serait bloqué jusqu'en 2008 !** Et nous découvrirons demain que, comme dans d'autres cantons, des hôpitaux ferment, des services sont privatisés, des prestations deviennent payantes ! C'est pourquoi le personnel des secteurs pu-

blic et subventionné se mobilise pour que le canton de Genève ne connaisse pas le sort de Zurich ou de Berne.

### **Le Conseil d'Etat négocie...**

**...sans négocier !**

Malgré les grèves et les manifestations massives du 4 et du 14 mai, le Conseil d'Etat a écrit au Cartel qu'il voulait bien négocier... sans remettre en cause ses objectifs. Le Cartel avait en effet demandé que le Conseil d'Etat renonce au blocage des effectifs sur 4 ans, car la population du canton augmente et ses besoins aussi.

Bloquer les nouveaux engagements, c'est concrètement accepter que, par exemple, les élèves soient de plus en plus nombreux dans les classes, que les malades aient de moins en moins de soignants-es pour les entourer, que l'administration ne soit plus à même de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des usagers-ères....

**Le Cartel a également exigé qu'il n'y ait pas de coupes dans les subventions (50 millions de coupes prévus pour les 2 prochaines années), ni de blocages, car beaucoup d'associations dans ce canton assurent des services importants à la population dans le domaine social, culturel, la formation, l'intégration, l'aide au développement, la santé....**

Enfin, le Cartel a exigé que le blocage de la masse salariale sur 4 ans soit également levé. D'abord parce que le personnel a déjà largement donné dans les années 90 et parce que ce blocage a aussi des effets sur les effectifs et sur les subventions. Si le Conseil d'Etat veut négocier, tout en maintenant ses blocages et ses coupes, cela veut dire qu'il ne laisse au personnel et à ses organisations que le choix de décider où l'on va couper. Et cela nous le refusons.

**C'est pourquoi nous avons décidé d'un préavis de grève pour septembre, si nous nous rendons compte que ces négociations sont une tromperie.**

## La majorité parlementaire enfonce le clou !

Le programme d'austérité du Conseil d'Etat est encore trop timide pour l'Entente et l'UDC. Les partis de l'Entente ont signé un accord qui exige du Conseil d'Etat des coupes supplémentaires par rapport aux projets gouvernementaux.

**Sur le budget 2004, 20 millions de moins pour les subventions, 70 millions de moins pour les HUG, les TPG, l'Hospice Général et l'Université, 70 millions de moins par le blocage des effectifs au niveau de décembre 2003. Mais cela ne suffit pas. L'Entente exige du Conseil d'Etat que les économies et les coupes soient réalisées plus rapidement que prévu, en 2 ou 3 ans sans aucune prise en compte des besoins de la population.**

Par cet accord, l'Entente veut forcer le Conseil d'Etat à ne pas négocier avec le personnel et veut aggraver la régression sociale dans ce canton. Car qui peut croire qu'il s'agit pour l'Entente d'améliorer les finances cantonales, alors qu'elle a déposé plusieurs projets de loi pour diminuer les impôts sur la fortune, le revenu, les entreprises... Le déficit budgétaire sera ainsi aggravé et l'Entente demandera de nouvelles diminutions de prestations.

**Ils ne veulent pas défendre l'intérêt général, ils veulent vider les caisses du canton en faveur des plus riches.**

### Vers un budget 2004 inacceptable ?

Ce que nous savons à l'heure actuelle des économies que la majorité parlementaire veut effectuer sur le budget 2004 est effrayant. Il n'est pas un secteur qui ne soit épargné par sa frénésie d'économies: prestations OCPA, EMS, hôpitaux, culture, aide à domicile, associations de parents d'élèves...

La liste est longue et les coupes importantes puisqu'elles vont remettre en cause l'existence de nombre d'associations et se traduire par des suppressions de prestations à la population. Que les besoins sociaux existent et même augmentent, que couper avec cette brutalité

et cette ampleur dans les dépenses publiques met en danger des secteurs de la population et même l'économie genevoise, cela ne préoccupe pas la majorité du Grand Conseil !

**Nous saurons le 24 juin si Genève a un budget pour 2004 et si ce budget sera aussi anti-social que le prévoit la majorité. Dans tous les cas, nous dénonçons l'aveuglement idéologique des partis qui, pour des raisons électoralistes, sont prêts à tout pour s'attaquer aux services publics et aux prestations.**

### Détruire le statut pour s'attaquer au service public

L'Entente et l'UDC ont déposé un projet de loi – et créé une commission 'ad hoc' – pour casser le statut actuel des salarié-e-s de l'Etat. Bien pire que le statut du personnel fédéral (LPers) et, sous certains aspects, pire que les conventions collectives du secteur privé.

En effet, ils visent non seulement à casser un système salarial qui assure l'égalité entre femmes et hommes et diminue l'écart entre hauts et bas salaires, mais ils veulent supprimer les 40 heures pour adapter les horaires en fonction des volontés des employeurs, rendre impossible toute réintégration même si un tribunal casse un licenciement. Bref mettre en œuvre tout ce que le patronat du privé tente d'imposer dans certaines conventions collectives. On a vu l'effet dans d'autres services publics de ce type de projets : les hauts salaires qui explosent et les prestations à la population qui diminuent à la Poste, la sécurité mise en danger dans les CFF ou les transports aériens...

**Pour eux, un statut moderne c'est la flexibilisation des horaires, le licenciement facilité, le salaire au mérite, le règne des petits chefs... Cela permettra demain de licencier en masse dans les services publics parce que les mêmes partis auront vidé les caisses de l'Etat grâce aux diminutions d'impôts en faveur des plus riches.**

**Habitantes et habitants de Genève: luttiez avec nous pour défendre et développer les services publics utiles à toutes et à tous. Luttiez avec nous pour préserver ce qui appartient à la collectivité. Ne laissons pas démolir nos services publics. Les 10 et 24 juin prochains, participons ensemble aux manifestations organisées par le personnel de la fonction publique pour interpeller nos élu-e-s du Grand Conseil.**

## Jeudi 10 juin et jeudi 24 juin

# Manifestations

- Contre les attaques aux conditions de travail du personnel de la fonction publique !
- Pour la défense de l'Etat social et des prestations à la population !

## Rendez-vous à 17:00 h. à la Place-Neuve

**CARTEL INTERSYNDICAL DU PERSONNEL DE L'ÉTAT ET DU SECTEUR SUBVENTIONNÉ**  
AGEEP - APAP - CEFEGM - FAMCO - SIT - SPG - SPJ - SSP/Vpod - UCESG - UFAC  
Case postale 1765 - 1227 Carouge - CCP 12-10549-7 - juin 2004 (Éditeur resp.: Fabrice Scheffre)